



REFRACTAIRE

Journal de l'Action Libertaire Ruthénoise - Numéro 7 - septembre 2016

refractairejournal.noblogs.org

Prix Libre - Coût de production 0,32€

2017

Nous sommes à peine en septembre que les infos ont déjà un parfum de 2017. A la télévision les candidats à la présidentielle se succèdent et se ressemblent. D'une manière générale les courants politiques continuent leur "droitisation". Le gouvernement PS donne indirectement naissance au mouvement « En Marche ! » de Macron, formation politique de centre droit. Car c'est bien François Hollande qui a tiré notre Emmanuel national de chez Rothschild pour lui faire découvrir les joies de la politique. La droite, notamment à travers Fillon et Sarkozy, durcit son discours contre le mariage pour tous et l'immigration. Et ce qu'il reste de l'extrême gauche voit Mélenchon faire cavalier seul en quittant son Front de Gauche pour pouvoir nous asséner ses slogans patriotards qu'on croirait sortis de la bouche d'un candidat Front National: « La France insoumise », quel programme !

Mais ce qui est tout aussi inquiétant c'est l'omniprésence du discours nationaliste. Tous entendent abolir le « clivage gauche/droite » pour mieux servir la France. Ils veulent être les candidats de « tous les français », de l'extrême gauche à l'extrême droite. Ce changement de paradigme nous dirige vers une acceptation consensuelle inquiétante du discours patriotique. Mais pourquoi? On pourrait penser que la classe politique, dans tout ce qu'elle a d'opportuniste et de cynique, veuille surfer sur le succès qu'a rencontré le Front National lors des dernières élections. Et donc sur ce qui caractérise le FN: le nationalisme. Mais le succès du FN est-il dû à la soudaine sympathie qu'inspire la patrie ou est-il dû aux fatales désillusions auxquelles se confrontent les électeurs après chaque mandat présidentiel? Désillusions qui les poussent inévitablement à essayer « autre chose » de plus radical. Compte tenu de son succès auprès des jeunes et des ouvriers, la deuxième option semble plus probable.

Mais les intérêts de la France sont-ils les nôtres? Avons nous plus d'intérêts communs avec un industriel français qu'avec une travailleuse belge? Pas sûr, surtout à l'heure des « Loi Travail » à l'échelle européenne: « Loi Peteers » en Belgique, « Jobs Act » en Italie... Celles et ceux qui se font continuellement entuber par les capitalistes et la classe politique devraient plutôt aspirer à dépasser les frontières pour s'allier à leurs voisins proches et lointains afin de mieux défendre leurs propres intérêts.

Sommaire:

- 2017 p.1
- La canaille p.1
- Occupation d'un bâtiment à Florac p.2
- Un monde de fous p.2
- Education anti-djihad p.3
- Les remous de la loi travail en Espagne p.3
- Eh, camarade de la CGT, t'en dis quoi ? p.4
- Tract pour la démocratie directe p.4

**LA CLASSE POLITIQUE NE
REPRESENTE QU'ELLE...**

BOYCOTT DES ELECTIONS!



ACTION LIBERTAIRE RUTHENOISE

refractairejournal.noblogs.org

*L'affiche de campagne de l'ALR pour 2017
est déjà prête.*

La canaille

Un nouveau journal aveyronnais est apparu: *L'empaillé*. Disponible à 2€ en kiosque, son numéro 2 vient de sortir. En dehors des histoires d'amour avec le vertueux journal *La Dépêche*, vous y lirez des articles intéressants à tendance libertaire. Mention spéciale pour l'excellent article *Non merci patron* de Mathieu.K qui fera certainement grincer les dents de bon nombre de gauchistes.

Occupation d'un bâtiment à Florac: une maison commune ouverte à tous

Partis en balade en Lozère pour les vacances, des citations anarchistes nous interpellent au beau milieu de la ville sur les murs d'une étrange maison : nous tombons nez à nez avec les occupants d'une maison commune installés place Paul Comte à Florac. Ce bâtiment devenu maison commune est un bâtiment d'État, occupé depuis le 11 juin 2016, ouvert à toutes et tous et fonctionnant sur le principe de l'autogestion. C'est lors d'assemblée populaire, tous les jeudis à 18h30 que se prennent les décisions. Chacun est invité à venir proposer et partager ses idées. Là, « la gazette du jeudi » est écrite, des soirées débat sont organisées sur le thème de l'éducation, de l'autogestion, des ateliers d'écriture et de théâtre d'expression sont montés, bref c'est un lieu de rencontres, d'échanges et de réflexion qui prend vie et grandit petit à petit. Nous souhaitons longue vie à cette expérience humaine hors du commun qui se veut libre de toute récupération politique:

*Nous, habitants de Lozère, individus partie prenante du collectif Pour une maison commune, signataire de ce texte, vous informons que nous avons occupé ce jour, le 11 juin, le local, sis 1, place Paul Comte, propriété de l'État. Nous estimons que tout bâtiment public appartient à tous, et doit être au service de tous... **Nous estimons que laisser un édifice public à l'abandon équivaut à gaspiller l'argent public, et qu'il est donc légitime que les habitants se le réapproprient.** Dans cet esprit, le bâtiment que vient d'occuper le collectif est ouvert et accessible à tous. Il n'appartient pas au collectif, pas plus qu'il n'appartient à quelque organisation que ce soit. C'est une maison commune...*

Il n'existe aujourd'hui ni dans les villes ni dans les villages aucun espace commun.** Pourtant, comme le montrent le nombre et la diversité des mouvements sociaux actuels, il existe un besoin de plus en plus fort de se rencontrer, échanger, réfléchir, s'entraider, inventer, créer -un réel besoin d'espaces gratuits, ouverts, libres de toute relation marchande. **Pouvoir échanger entre habitants d'une même zone géographique, dans un espace aménagé par tous, indépendant de tout pouvoir, est un droit.

Un lieu où l'on transmet et où l'on reçoit, les uns des autres... Oui, la création de maisons communes ouvertes à tous, placées sous la responsabilité collective de ceux qui la fréquentent, en Lozère ou ailleurs, est légitime. Cette occupation est un premier pas en ce sens.

Venez, cette maison est la vôtre !!!
Le collectif pour une maison commune

Un monde de fous

Sciences Po. Ça sonne assez sérieux. On y forme « l'élite » de la nation et une partie de la future classe politique. Pourtant on y trouve des personnages assez singuliers, comme le professeur Bruno Latour qui est aussi sociologue et philosophe des sciences. Dans un article il s'insurge contre le diagnostic de chercheurs qui, en 1976, ont établi que la cause du décès de Ramsès II était la tuberculose en étudiant sa momie. Et c'est là que les choses se gâtent. Latour n'a pas mené de contre-étude, il affirme simplement que puisque le bacille de Koch responsable de la tuberculose a été découvert en 1882, Ramsès II n'a pas pu mourir de la tuberculose puisqu'il a vécu entre 1300 et 1235 avant JC et qu'il s'agit d'un anachronisme. Robert Koch n'aurait pas simplement découvert le bacille, il l'aurait carrément « construit »... Selon Latour le bacille de Koch ne pouvait pas exister avant sa découverte.

En fait, Latour ne fait aucune différence entre le concept, l'idée du bacille de Koch et son existence réelle, matérielle. Il s'agit d'une forme d'idéalisme qui nie l'existence d'une réalité objective et indépendante de l'esprit humain.

Bien que sa position « constructiviste » radicale heurte le bon sens le plus élémentaire, elle ne manque pas d'adeptes. On les retrouve dans le courant de pensée dit « postmoderne ». Mais ce postmodernisme, qu'est-ce que c'est? Le physicien Alan Sokal, auteur de *Pseudosciences & Postmodernisme* et *Impostures intellectuelles*, le définit comme un « courant intellectuel caractérisé par le rejet des Lumières, par des élaborations théoriques indépendantes de tout test empirique, et par un relativisme cognitif et culturel qui traite les sciences comme des "narrations" ou des constructions sociales parmi d'autres. »

Un retour à la pensée magique et à l'obscurantisme. Même dans les écoles les plus prestigieuses...

LE SAVIEZ VOUS?

Avant qu'Isaac Newton n'invente la gravité en 1687, tout le monde pouvait voler.

FB.com/ComplotsFaciles (d'après 9Gag)

Poussons la logique de Latour un peu plus loin.

Page 2

Education anti-djihad

Septembre, c'est la rentrée comme tous les ans. Mais depuis l'année dernière quelque chose a changé. Pour prévenir le péril islamique le gouvernement a décidé de rédiger une charte de la laïcité et de réintroduire la morale à l'école. Ces cours d'éducation civique et morale sont donc sensés prévenir la formation de jeunes djihadistes en transformant plus efficacement nos chères têtes blondes (ou pas) en parfait petits citoyens républicains et démocrates.

« *La morale enseignée est une morale civique en ce qu'elle est en lien étroit avec les valeurs de la citoyenneté (connaissance de la République, appropriation de ses valeurs, respect des règles, de l'autre, de ses droits et de ses biens)* » nous enseigne le site eduscol.education.fr.

Quelle merveilleuse idée! Pourquoi s'embêter à combattre la misère et l'exclusion sociale qui sont manifestement un facteur déterminant dans la « radicalisation » religieuse quand il suffit d'un peu de propagande pour tout arranger? Il suffirait de leur dire que notre système fonctionne, que la démocratie marche (à condition d'être de bonne volonté bien entendu) et que si on a quelque chose à revendiquer on peut le faire lors de la grande messe électorale.

A côté de ça, par exemple, on évite soigneusement d'encombrer les emplois du temps des jeunes apprentis avec des cours de philosophie. A quoi bon leur apprendre à analyser leur propre condition pour finir maçon ou vendeuse? Et bien justement pour éviter d'en faire de la chair à patron dont le cerveau ne serait programmé que pour recevoir le savoir technique uniquement nécessaire au travail. On peut brailler sur tous les toits que les jeunes sont de plus en plus bêtes ou absorbés par leurs smartphones, ça ne servira à rien si on ne fait pas ce qu'il faut pour éveiller leur curiosité et leur intelligence, si on résume l'éducation à la construction de citoyens dociles qui votent et qui bossent sans poser de questions. Et pourtant les jeunes n'en finissent jamais de se révolter. Mais cette révolte prend des formes plus ou moins pertinentes. Elle peut prendre la forme d'une action politique progressiste ou révolutionnaire ou alors se transformer en nihilisme religieux, en repli communautaire ou en doctrine réactionnaire. De cela ne dépend que la capacité qu'aura la jeunesse à analyser le monde, à le décortiquer et à en imaginer un nouveau. Mais pour ça il faut nous débarrasser des conditionnements, des idéologies, des dogmes et des mensonges diffusés à grande échelle qui entravent le développement de la pensée rationnelle et contestataire.

Les remous de la loi travail en Espagne

En 2012, l'Espagne a voté une réforme des lois du travail, celle-là même que le gouvernement Hollande a fait passer en force il y a peu. Les travailleurs les plus précaires en sont les premières victimes comme le montre aujourd'hui la révolte des femmes de ménage des grands hôtels qui secoue quelques grandes villes touristiques espagnoles comme Barcelone ou Madrid. Elles, les Kelly comme elles se font appeler, manifestent masquées devant les grands hôtels 5 étoiles qui les emploient, prennent à parti les touristes ou suspendent, aux fenêtres des chambres qu'elles nettoient, des banderoles de protestation. « 1.80 euros la chambre » c'est le prix payé pour leur travail qui toujours a été dur, précaire et mal payé. Mais aujourd'hui, elles sont plus que jamais exploitées par des entreprises sous-traitantes du nettoyage des hôtels de luxe espagnols, qui pour décrocher des marchés, cassent les prix en réduisant le coût du travail de leurs employées. Aujourd'hui, plus que jamais dépourvues de droits jadis conquis (congés payés, libération de certains week-ends, planning en avance) elles sont le plus souvent à la libre disposition des chefs d'établissement. En plein boom touristique de l'été, ces femmes de ménage espagnoles n'en peuvent plus : elles ont réussi à s'unir en créant une association et réapprennent la culture de la lutte : elles demandent un salaire décent et un contrat longue durée. Voilà donc ce que nous promet la loi travail El Kohmri : un travail toujours plus précaire et plus mal payé et une course effrénée à la survie.

Populisme: Un cas d'école



The image shows a screenshot of a tweet from Jean-Luc Mélenchon (@JLMelenchon) posted on July 8, 2016, at 19:53. The tweet text is: "Je propose une autre ligne de clivage que la gauche ou la droite. Je propose une ligne du peuple contre l'oligarchie. #E1Soir #Europe1". The tweet has 24 retweets and 21 likes. The interface includes a profile picture, the name and handle of the user, a follow button, and a row of profile pictures of users who interacted with the tweet.

Populisme (*extrait Wikipedia*):

« Le populisme désigne l'instrumentalisation de l'opinion du peuple par des partis et des hommes politiques qui s'en prétendent le porte-parole alors qu'ils appartiennent le plus souvent aux classes sociales supérieures. »

Ayant été sénateur, ministre de l'enseignement professionnel et actuellement député européen, l'oligarchie ça le connaît le Jean Luc...

Eh, camarade de la CGT, t'en dis quoi ?

Nous reproduisons ici un tract écrit en juin 2016 trouvé lors de la visite de la maison commune de Florac.

« Reeetraiiiiit ! » Voilà l'un des slogans que l'on entend en boucle depuis plusieurs semaines dans les manifs. Oui mais voilà, on notera que le 17 juin dernier, Philippe Martinez est allé rencontrer la ministre El Khomri et lui a soumis des propositions de modification de la loi (consultables sur le site internet de la CGT). Pourquoi proposer dans les bureaux feutrés du gouvernement des amendements à un texte qu'on prétend refuser dans la rue ? Nous sommes un certain nombre à ne pas comprendre cette subtilité. Lorsque Philippe Martinez déclare que la balle est dans le camp du gouvernement il sait de quoi il parle puisqu'il ne cesse de revoir les revendications de son syndicat à la baisse ! En réalité il est bien emmerdé que Valls et Hollande s'enferment dans une posture autoritaire, cela ne rend ses reculades que plus flagrantes ! La dernière en date à l'heure où nous écrivons ce texte étant son acceptation, avec le reste de l'intersyndicale, du tracé de manifestation ridiculement court concédé finalement par le gouvernement pour le jeudi 23 juin à Paris. Nous savons qu'au sein de la CGT cohabitent différentes tendances, mais aussi beaucoup de travailleur-se-s qui ont pris leur carte dans ce syndicat pour se défendre en cas de conflit avec leur employeur-se ou pour son image combative. Nous savons aussi que beaucoup n'y sont pas, ou plus, par craintes de magouilles bureaucratiques.

Depuis le début du mouvement nous remarquons que de plus en plus de travailleur-se-s syndiqué-e-s gagnent à leur tour la tête des manifs (à Paris et dans d'autres villes) aux côtés de ceux que les médias appellent les « casseur-se-s ». Des cortèges qui sont de plus en plus offensifs et rassembleurs. Si ce n'est pas encore déjà fait, va donc y faire un tour. Effectivement certain-e-s y cassent les vitrines des banques, des assurances et des grandes chaînes commerciales qui nous volent et nous exploitent quotidiennement. Et alors ? On va les pleurer ? Dans le cortège de tête ceux et celles qui ne cassent pas les vitrines applaudissent lorsqu'elles tombent.

De leur côté les flics font leur boulot, ils matraquent et éborgnent au hasard faisant peu à peu prendre conscience à la population que lutter pour ses intérêts mène inévitablement à la confrontation. Martinez, encore lui, que dit-il de tout cela ? Il demande plus de répression et rejoint sans le nommer le syndicat de policiers d'extrême-droite Alliance !

Alors toi, camarade de la CGT, toi qu'on croise dans les

manifs ou sur les blocages, qu'est-ce que tu en dis ? Et dans ton syndicat ? Vous allez sans doute régler ça un jour dans un congrès, d'accord, mais en attendant ? Ce gars, Martinez, parle et agit tout de même en votre nom, voire même au nom de tout le mouvement. Si certains syndicats, UL ou UD lui rappelaient publiquement qu'ils sont là, et pas d'accord du tout pour reculer ça serait pas mal, non ?

Des vauriens

vauriens@laposte.net

Extrait du tract de l'ALR pour la démocratie directe:

CONTRE LA DEMOCRATIE REPRESENTATIVE

Nous en avons assez des promesses non tenues, de cette classe politique méprisante et des élections qui aboutissent toutes au même résultat. L'opinion des masses n'intéresse ceux qui nous gouvernent que lors des élections. Une fois le chèque en blanc signé et déposé dans l'urne, la classe politique ne porte plus aucun intérêt à ce que veut la population: Ils ont été élus donc ils représentent la volonté populaire. C'est le fonctionnement même de la « démocratie » représentative. Rien n'oblige les politicards à respecter les idées pour lesquelles ils ont été élus. On se souviendra par exemple du référendum de Sarkozy sur la constitution européenne où le «non» l'a emporté à 55%. Ca n'a pas empêché le parlement de ratifier le traité de Lisbonne qui est quasi identique au traité qu'ont refusé les participants au référendum. Plus récemment le gouvernement Valls fait passer en force la loi travail au parlement grâce au 49-3 alors que 70% de la population la désapprouve. Où est la démocratie là-dedans? Comment pourrions-nous continuer à leur laisser carte blanche?

POUR LA DEMOCRATIE DIRECTE

Qu'est-ce qu'une vraie démocratie alors? C'est la pratique directe de la politique par la population: sans institutions représentatives, sans parlement, sans professionnels de la politique. L'Action Libertaire Ruthénoise défend un projet de société réellement démocratique qui se traduit par une fédération de communes librement administrées par leurs habitants et articulées autour de comités de quartiers et de comités d'entreprise, afin d'assurer la gestion directe de la commune par ceux qui y vivent et la gestion des moyens de production par ceux qui y travaillent. Nous souhaitons que le personnel administratif soit élu par la population et soumis au mandat impératif: révocable à tout moment en cas de manquement à leurs fonctions.